En 1952, l'augmentation des immobilisations affectées aux utilités publiques, à l'industrie manufacturière, à l'industrie minière, et aux ministères de l'État, a été légèrement plus élevée que l'augmentation de l'ensemble des immobilisations. Les affectations des ministères de l'État ont augmenté de 183 millions de dollars, soit 31 p. 100, ce qui représente un tiers de l'augmentation totale des immobilisations de 1952. Cette augmentation provient presque entièrement du programme de défense du Gouvernement fédéral et de l'aide accordée, sous forme de capitaux, aux industries qui remplissent des contrats de défense. Les immobilisations qui s'inscrivent aux chapitres des utilités publiques et des industries manufacturière et minière ont augmenté de 376 millions, soit 20 p. 100. Parmi les domaines où l'on relève des augmentations importantes par rapport à 1951, il faut inclure l'exploitation de nouvelles mines de fer et d'amiante ainsi que le creusage de puits de pétrole. Quant à l'industrie de transformation, les augmentations les plus marquées relèvent du domaine de l'industrie chimique, des industries du fer et de l'acier, des raffineries de pétrole, des mines de métaux non ferreux, du matériel de transport et de l'équipement et des outils électriques. Au chapitre des utilités publiques, l'augmentation la plus importante s'est manifestée dans le domaine des pipe-lines assurant le transport du pétrole et des gaz. On remarque également d'importantes augmentations relatives aux chemins de fer à vapeur, aux installations téléphoniques, aux centrales d'énergie électrique, aux aqueducs et au transport par eau. Par contre, on note des diminutions importantes dans le domaine des services financiers et commerciaux, et, à un moindre degré, dans certaines industries fabriquant des articles de consommation.

TABLEAU 9 IMMOBILISATIONS PUBLIQUES ET PRIVÉES

	1949	1950	1951	1952 (Prov.)		
	(en millions de dollars)					
Agriculture et pêche. Industrie forestière. Mines, carrières et puits de pétrole. Industrie de transformation. Energie électrique, gaz et aqueducs. Transport, entreposage et communications. Industrie de la construction. Commerce, finance et services commerciaux. Institutions. Habitations. Ministères et services gouvernementaux.	419 26 122 536 338 341 55 293 190 776 406	473 34 119 502 369 351 71 397 208 845 446	515 58 181 793 440 460 66 412 236 821 595	566 35 211 942 536 561 71 317 255 850 778		
Total des immobilisations (1)	3,502	3,815	4,577	5,122		
Total des immobilisations exprimé en pourcentage des dépenses nationales brutes	21.3	20.9	21.3	22 · 3		
Indice du total des immobilisations, en dollars constants	100	103	111	120		

(1) Pour la conciliation de ces données avec celles qui ont trait aux placements bruts au Canada (tableau 8), voir ci-dessous.

	1950	1951	1952	
Immobilisations publiques et privées—Tableau 9	3,815	4,577	5,122	
Soustraire: Écoles et hôpitaux provinciaux, et écoles municipales	-107	-130	-156	
Entreprises d'habitations de l'État, excepté les habitations de la Société centrale d'hypothèques et de logement destinées à la location	-44	-40	-47	
Dépenses directes des ministères et services gouvernementaux. Autres	$-446 \\ -2$	-595 -2	-778 -3	
Ajouter: Changements dans les inventaires	980	1,620	176	
TOTAL, PLACEMENTS BRUTS AU CANADA—Tableau 8	4,196	5,430	4,314	